

# FRANCE

## WHAT IS YOUR AID FOR TRADE STRATEGY?

### 1. Do you have an aid-for-trade strategy and what are the key elements in this strategy?

Après la Conférence de Doha au cours de laquelle l'aide au commerce avait été mise en exergue, le Conseil interministériel français de la Coopération internationale et du développement a initié, en 2002, un plan français pour l'aide au commerce combinant :

- un programme national triennal de renforcement des capacités commerciales (PRCC),
- des contributions multilatérales,
- la promotion d'initiatives dans le cadre des programmes d'aide bilatérale.

Avec un budget de 25 M€, le PRCC était destiné prioritairement à répondre à des besoins en matière de renforcement des capacités d'exportation, d'assistance institutionnelle et de formation.

Les contributions multilatérales visaient les différents fonds d'aide pour le commerce tels que le Cadre intégré et le Fonds de Doha.

Les composantes commerciales des projets mis en œuvre dans d'autres secteurs de l'APD ont été identifiées.

### 2. How has this strategy evolved since the December 2005 WTO Ministerial Conference?

Après les engagements européens pris à Hong Kong, le suivi des actions d'aide au commerce s'est renforcé :

a) Mobilisation plus large des acteurs publics impliqués dans l'aide au commerce :

L'exercice de notification annuelle de l'aide au commerce a permis de renforcer les échanges entre organisations et institutions impliquées dans les appuis. Ainsi, sont consultés les Ministères des Finances, du Commerce, des Affaires étrangères et de l'Agriculture, les agences spécialisées telles que l'AFD (Agence Française de Développement), l'ADETEF (Agence pour l'Assistance au Développement des Echanges en Technologies Economiques et Financières), la MILDT (Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et la Toxicomanie), ou encore les ports autonomes de France.

b) Renforcement des instruments financiers :

Le financement des fonds multilatéraux s'est poursuivi. La mise en place de budgets pluriannuels permettant une meilleure visibilité de l'implication de la coopération française dans ces initiatives, est en cours d'élaboration.

Au niveau des actions bilatérales, l'élargissement de la définition de l'aide au commerce aux cinq catégories (i.e. recommandations de l'équipe spéciale chargée de l'aide au commerce du 27 juillet 2006) a permis de consolider une vision plus exhaustive des actions de coopération dans le domaine du commerce et de renforcer la cohérence des axes d'intervention.

Le programme PRCC a été renouvelé pour une période de 3 ans avec un budget de 25 M€. Ce renouvellement a visé une efficacité accrue en introduisant, notamment, des simplifications dans les procédures et dans le déroulement des projets :

- extension de la couverture géographique, au-delà de la liste des pays prioritaires définie dans le PRCC1<sup>1</sup>, à la Zone de Solidarité Prioritaire définie par le Premier ministre pour l'APD française, avec une priorité pour les pays les moins avancés (PMA) ;
- appréciation élargie du concept d'appui à l'exportation en prenant en compte l'environnement des affaires de manière plus générale ;
- possibilité de procéder à une approche régionale ;
- délégation accrue aux représentations dans les pays bénéficiaires (agences de l'AFD et missions économiques) ;
- possibilité de conclure des partenariats avec des collectivités locales et des entités privées, dès lors qu'elles remplissent des missions de service public en lien direct avec l'ouverture du pays aux échanges internationaux et leur insertion dans le commerce mondial.

En annexe est jointe une plaquette de présentation du PRCC.

c) Actualisation de la stratégie française :

Au niveau européen, une stratégie de l'UE pour l'aide au commerce est en cours d'élaboration et sera présentée au Conseil à l'automne 2007.

Celle-ci servira de base à la révision de la stratégie française d'aide au commerce en 2007/08.

### **3. How does this strategy address regional aid-for-trade challenges?**

L'aide française au développement est largement impliquée dans le renforcement des dynamiques régionales, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'aide au commerce en est une composante importante, que ce soit via le renforcement des compétences des organisations régionales (ex : UEMOA, CEMAC), la structuration de la société civile représentant les acteurs économiques (ex : Structuration des organisations de producteurs agricoles dans différentes régions d'Afrique, mise en réseau des chambres consulaires en Afrique francophone) ou encore la mise en place de politiques ou d'instruments régionaux (ex : Travaux pour la mise en place d'une facilitée régionale pour appuyer les fonds de lissage nationaux en Afrique de l'Ouest pour le coton).

Enfin, des initiatives ciblées sur certains secteurs sont mises en œuvre simultanément dans plusieurs pays, en association avec une institution régionale (ex : Développement d'indications géographiques dans 4 pays africains avec l'Organisation africaine de propriété intellectuelle<sup>2</sup>).

1. Algérie, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal, Cambodge, Vietnam. Cette liste initiale, de nature indicative, était susceptible d'évoluer. Ainsi ont pu être ajoutés le Laos et les Territoires Autonomes Palestiniens (TAP).

2. Projet en cours d'identification

Au niveau européen, la prochaine stratégie de l'UE déterminera des orientations spécifiques pour la prise en compte des besoins régionaux, notamment en matière d'intégration régionale. Elle fera aussi le lien avec les Accords de partenariat économique en cours de discussion avec les pays ACP et les besoins en aide au commerce qui pourraient découler de leur mise en oeuvre.

## HOW MUCH AID-FOR-TRADE DO YOU PROVIDE?

### SCOPE

#### **4. How do you define aid-for-trade (i.e. which types of programme and project do you consider trade-related)?**

La France partage la définition des catégories d'aide pour le commerce fournie par l'équipe spéciale de l'OMC.

De fait, outre les actions d'appui au développement du commerce, cela implique une analyse approfondie de l'ensemble des initiatives concrètes en direction des différents secteurs productifs, en faveur de la formation et de la recherche, des politiques publiques et de la gouvernance financière. Ce travail d'analyse est fait aussi bien pour les projets nationaux, régionaux que inter-régionaux.

Pour ce qui concerne l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement des pays bénéficiaires, la France estime que celle-ci est souhaitable. Pour autant, elle considère que les projets répondant à l'une des six catégories définies, menés dans des pays qui n'ont pas encore intégré le commerce dans leur stratégie nationale de développement, constituent non seulement une aide pour le commerce mais participent au renforcement des capacités nationales pour la prise en compte du commerce dans les stratégies nationales de développement et/ou les DSRP (document stratégique de réduction de la pauvreté).

### METHODOLOGY

#### **5. How do you allocate the aid-for-trade share in individual projects and programmes?**

L'identification des projets ayant des composantes commerciales est faite sur la base des déclarations établies pour la base SNPC de l'OCDE et rassemble les projets concernés par les deux premières catégories de l'aide au commerce (« politique et réglementation commerciales » et « développement du commerce »).

Les projets du PRCC et ceux qui prennent la forme de subventions (actions bilatérales ou contributions aux fonds multilatéraux) sont comptabilisés en totalité alors que les prêts ne sont généralement assimilés que partiellement à de l'aide au commerce.

Concernant les projets d'appui au secteur productif, une analyse fine de chaque intervention permet d'identifier la part des actions et du budget ciblée sur les différentes catégories de l'aide au commerce. Ainsi, pour les projets de microfinance, on ne comptabilise en moyenne que 60% du montant du budget des actions au titre de l'aide au commerce.

### COMMITMENTS

#### **6. According to your aid-for-trade definition, what were your commitments by category for the period 2002-2005 and in particular for 2005?**

Par « engagements » nous comprenons « montants engagés ». Le profil fourni par la base de données TCDB pour les catégories « politique et réglementation commerciales » et « développement du commerce » ainsi que par le SNPC pour les catégories « infrastructures liées au commerce » (en prenant pour approximation les infrastructures économiques), « renforcement de la capacité de production » et « ajustement lié au commerce » (en prenant pour approximation le soutien budgétaire) sert alors de référence.

| En milliers \$                            | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | Moy. 02/05 |
|---|---------|---------|---------|---------|------------|
| Politique et réglementation commerciales  | 7 109   | 15 341  | 14 549  | 8 716   | 11 429     |
| Développement du commerce                 | 153 517 | 91 948  | 55 454  | 95 420  | 99 085     |
| Infrastructures économiques               | 129 968 | 257 888 | 344 404 | 570 635 | 325 724    |
| Renforcement de la capacité de production | 143 044 | 231 936 | 253 341 | 255 112 | 220 858    |
| Soutien budgétaire                        | 405 845 | 61 585  | 96 161  | 78 574  | 160 541    |

## PLEDGES

### 7. Describe any aid-for-trade pledges you have made at or since the December 2005 WTO Ministerial Conference.

Lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong, l'UE a pris l'engagement de porter son assistance technique au commerce, c'est-à-dire pour les catégories « politique et réglementation commerciales » et « développement du commerce », à hauteur de 2 milliards d'€ par an à partir de 2010, à raison de 1 milliard d'€ sur financements communautaires et 1 milliard d'€ sur l'aide bilatérale des Etats membres.

Naturellement, la France est partie prenante à cet engagement, tant sur la part communautaire dont elle est l'un des principaux contributeurs, que sur la part dévolue à chaque Etat membre. La stratégie européenne de l'aide au commerce en cours de finalisation constituera la feuille de route pour le suivi de cet engagement.

### 8. What is your medium-term (beyond 3 years) financial plan for aid-for-trade?

L'objectif de la France à l'horizon 2010 s'inscrit dans l'accomplissement de l'engagement européen pris à Hong Kong, comme indiqué ci-dessus.

## HOW DO YOU IMPLEMENT YOUR AID-FOR-TRADE STRATEGY?

### MAINSTREAMING

### 9. How do you ensure that aid-for-trade is effectively integrated in your overall development strategy and programming both at head quarters and in-country?

La problématique « aide au commerce » est liée à la stratégie européenne en cours d'élaboration. Elle sera déclinée, de manière opérationnelle, en stratégies sectorielles (appui au secteur privé et développement rural pour l'essentiel) mais aussi géographiques (Documents cadres de partenariat et ses déclinaisons en axes stratégies pour l'AFD).

De plus, un travail de concertation interministériel (et en interne à l'AFD) sera engagé sur la base de la stratégie européenne pour identifier les priorités spécifiques à la coopération française. Le

document stratégique issu de cette concertation, après validation, fera l'objet d'un travail de sensibilisation et d'animation au sein des organisations concernées (modules de formation, animation de réseaux thématiques) et sur le terrain, afin d'informer, de mobiliser, de définir un cadre d'intervention opérationnel, de capitaliser sur les expériences et d'affiner les méthodes de suivi d'impact.

La programmation existe mais reste indicative car dépendante de la demande, cadrée par des programmations nationales (CSLP et documents cadre de partenariat), la division du travail à venir, les initiatives régionales, les priorités géographiques, les calendriers de mise en place des programmes et projets.

**10. Have you recently strengthened your in-house aid-for-trade expertise and how is this expertise deployed to link policies with operations?**

Le renforcement des compétences passe par la formation et l'information des agents intervenant sur les questions de commerce et de développement au niveau des administrations centrales et dans les représentations dans les pays bénéficiaires.

A titre d'exemple, en mai 2007, la Direction générale de la coopération internationale et du développement du Ministère des Affaires étrangères et européennes a organisé un atelier sur les Accords de partenariat économique au cours duquel la question de l'aide au commerce a fait l'objet de plusieurs présentations et débats. Cet atelier réunissait une quarantaine d'agents et assistants techniques des administrations centrales et des représentations locales. Par ailleurs, l'Agence française de développement (AFD) initie un module de formation par son institut de formation, le CEFEB, qui débutera en septembre 2007. De même, elle a initié un partenariat de recherche avec la Commission Economique pour l'Afrique visant à renforcer les capacités d'analyses en matière de politique commerciale.

## OWNERSHIP

*Refers to developing countries exercising effective leadership over their development policies and strategies and co-ordinating development efforts.*

**11. What approach do you follow in your country assistance plan, when national development strategies lack a strong trade development component?**

La France tente de conduire les pays partenaires à une meilleure prise en compte du commerce dans les stratégies nationales de développement (CSLP ou équivalent), notamment par le rôle des assistants techniques placés au près des Ministères compétents dans les pays partenaires. De plus, la France est engagée dans l'appui au Cadre Intégré Renforcé et financera pour partie le séminaire de présentation pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale prévu en octobre 2007. Ceci devrait permettre le renforcement de la prise en compte du commerce dans les stratégies nationales de développement. Enfin, la stratégie européenne d'aide au commerce propose d'étudier les modalités pour développer une démarche similaire au cadre intégré dans les pays non-PMA. La France suivra de fait les initiatives engagées dans ce contexte.

Il est toujours préférable que les stratégies nationales de développement prennent en compte le commerce. Toutefois, lorsqu'une demande de la part du secteur privé, des organisations professionnelles notamment, est formulée en matière d'aide pour le commerce, la France estime que la présence ou non du commerce dans la stratégie nationale de développement n'est pas une condition *sine qua non* pour y répondre.

## **12. How do you encourage and support policy dialogues on aid-for-trade among key stakeholders in partner countries?**

La France a une tradition de dialogue et souhaite développer les plateformes de concertation d'expertise multiple. A titre d'exemple, elle étudie, actuellement un projet de soutien à la mise en place, dans un pays africain, d'une cellule associant chercheurs économistes universitaires et fonctionnaires pour renforcer l'analyse du contexte économique et mieux appréhender les impacts potentiels des décisions de politique commerciale. Ce projet, élaboré avec la Commission Economique pour l'Afrique, vise à être étendu et permettra de constituer un réseau d'économistes en commerce international.

Dans le cadre de la mise en place du Cadre Intégré Renforcé, la France animera, avec l'accord des autres bailleurs et des autorités nationales, le travail d'identification, de programmation et de suivi des projets avec les parties-prenantes, là où elle sera désignée comme facilitateur (ex : Burundi).

### **ALIGNMENT**

*Refers to donors basing their overall support on partner countries. national development strategies, institutions and procedures.*

## **13. Are you using the partner countries' policy planning and budgeting framework as the basis for the provision of your aid-for-trade programmes?**

Les programmes de la France s'inscrivent dans une programmation bilatérale sur 5 ans (document cadre de partenariat), avec des objectifs chiffrés. Ces documents sont discutés et signés avec les partenaires et reflètent donc les priorités des pays tout en prenant en compte les complémentarités entre donateurs.

En ce qui concerne les projets sur don ou les prêts souverains, les financements sont, sauf exception, inscrits dans les procédures nationales.

### **HARMONISATION**

*Refers to donors. actions being more harmonised, transparent and collectively effective.*

## **14. Do you coordinate aid-for-trade analyses and programming with other donors at the country level, given that its scope often exceeds the capacity of any single donor?**

La coordination des analyses et de la programmation de l'aide pour le commerce avec d'autres donateurs n'est pas systématique mais se développe, dans la mesure du possible.

Au niveau européen, un code de conduite et de division du travail a été adopté par le Conseil en mai 2007.

Au niveau français, un certain nombre de projets sont d'ores et déjà menés en liaison avec d'autres donateurs (CCI, CNUCED, Commission européenne, BasD, ONUDI, Banque mondiale...)

## **15. Are you increasing the amount of aid-for-trade for regional and/or multilateral programmes? (If you are a regional or multilateral agency, are you managing an increasing amount of aid-for-trade?)**

La France développe le financement de projets et programmes régionaux et multilatéraux, en particulier depuis 2006, lorsque le renouvellement du PRCC lui a permis de s'engager sur des projets

régionaux ou multi-pays et lorsque le Programme économique régional (PER) pour l'UEMOA a été engagé (20 M€ dont une large part d'aide pour le commerce). Un PER est en cours d'élaboration avec la CEMAC en coordination avec l'identification du futur fonds APE régional.

## MANAGEMENT FOR RESULTS

*Refers to both donors and partner countries managing resources and improving decision making for results.*

### **16. What objectives and timeframes do you set for your aid-for-trade strategy and programmes? How do you measure success?**

Les objectifs en volume et les calendriers respecteront les engagements pris en 2006, pour 2010.

### **17. What evaluation methodologies do you apply to your aid-for-trade projects and programmes?**

Les évaluations portent traditionnellement sur les réalisations, les résultats et les impacts à partir des indicateurs habituels. Les résultats seront évalués à l'aune de critères de croissance partagée et de développement, d'indicateurs de lutte contre la pauvreté et de genre, principalement.

La stratégie européenne en cours de finalisation prévoit un travail spécifique sur le suivi de l'aide au commerce pour affiner les mesures d'impact non seulement sur le commerce mais plus largement sur les composantes du développement durable.

### **18. Do you cooperate with partner countries, other donors and stakeholders in joint monitoring and evaluation of aid-for-trade projects and programmes?**

Pour l'heure, aucune initiative concrète n'a été menée dans ce domaine. Cependant, dans le cadre de la stratégie européenne d'aide au commerce, de telles actions seront encouragées et devraient se développer.

## DO YOU PARTICIPATE IN MUTUAL ACCOUNTABILITY ARRANGEMENTS?

*Mutual accountability refers to donors and developing countries providing timely, transparent and comprehensive information in order to jointly assess development results.*

### **19. Do you engage with partner countries, regional organisations, other donors and stakeholders in reviewing progress towards the fulfilment of your aid-for-trade policy and programme commitments?**

Les évaluations pays et projets impliquent les partenaires, y compris pour les projets ayant des composantes d'aide au commerce. Une quinzaine d'évaluation pays est en cours actuellement.